

*Initiatives ministérielles*

Ce que je dis, c'est qu'il faut des mesures concrètes pour nous sortir de la récession. Je sais ce que disent les députés d'en face: «Bah! le gouvernement ne doit pas intervenir. Les choses se régleront d'elles-mêmes.» Peut-être, mais pourquoi courir le risque? Ne sommes-nous pas élus pour gouverner? Ou le sommes-nous pour ne pas gouverner?

Je pense que ceux qui nous élisent s'attendent à ce que nous fassions quelque chose. Je ne dis pas qu'il faut creuser des trous et les remplir simplement pour s'employer à quelque chose. Ce n'est pas ce que le chef de l'opposition et moi-même proposons. Il suggère que nous investissions dans des travaux d'immobilisation, dans des travaux qui créeront de vrais emplois.

Je vais vous donner un exemple. Dans ma circonscription, le pont Perley, qui relie Hawkesbury, en Ontario, à Grenville, au Québec, a été construit en 1931. Je sais que vous vous êtes demandé combien de temps allait s'écouler avant que je parle de ma circonscription. Ce pont a été construit en 1931.

En 1975, on a déclaré qu'il était presque à refaire. Il était nécessaire de remplacer ce pont. En fait, j'ai des lettres du ministre ontarien des Transports, qui était conservateur à l'époque, et qui refusait de participer à la construction d'un nouveau pont. Cette démarche avait été faite à la demande du gouvernement fédéral.

Nous sommes maintenant en 1992. Le pont a été réparé un nombre incalculable de fois. Celui-ci doit être remplacé. Le gouvernement a dit qu'il voulait le remplacer en 1995 mais, jusqu'à maintenant, il n'est même pas parvenu à obtenir une entente avec les deux provinces non pas en ce qui a trait à la construction du pont, mais bien à l'évaluation environnementale qui doit être faite avant même que l'on ne dessine les plans, lesquels sont une condition préalable au dépôt d'offres qui précédera la construction du pont.

Croyez-vous que ce pont sera terminé en 1995? Sûrement pas. J'ai écrit au ministre des Travaux publics il y a environ deux semaines relativement à cette question. Celui-ci m'a dit: «Le premier ministre néo-démocrate de l'Ontario»—celui qui s'occupe d'éliminer des lits d'hôpitaux, Bob Rae—«a dit que si le gouvernement fédéral participait à un projet d'immobilisations, l'Ontario allait fournir une somme équivalente à celle du fédéral.»

Je me suis dit: «Très bien. Nous aurons sûrement un nouveau pont Perley si le gouvernement fédéral peut convaincre la province de fournir une somme équivalente. Nous aurons un nouveau pont». Cela ne s'est pas produit. Il n'y avait rien dans le budget fédéral.

[Français]

Encore pire, monsieur le Président, est le nombre de fermetures et de mises à pied dans la circonscription de Glengarry—Prescott—Russell. Laissez-moi vous faire part de quelques exemples seulement dans la région de Hawkesbury et dans le comté de Prescott. Je pourrais en parler toute la journée des fermetures dans le comté de Glengarry, également. On se souviendra par exemple de la fermeture, l'été dernier, de la Glengarry Transport, de la GTL, à Alexandria, qui a causé la perte de 1 804 emplois, mais pour les prochaines quelques minutes, je vais vous parler de certaines fermetures dans la région du comté de Prescott. Écoutez ceci.

L'usine Firogan, fermée le 29 novembre 1991, 20 mises à pied; l'usine Fashion Town, fermée le 28 décembre 1991, 28 mises à pied; fermeture de la Hawkesbury Paving, faillite, occasionnait, le 31 octobre 1991, 8 mises à pied; fermeture à Saint-Isidore-de-Prescott du poste de mirage Maurice Lamoureux, en raison d'une vente, 35 mises à pied.

En décembre, *Canadian Plastics* a mis à pied 16 employés; Bertrand et Frères, 40 employés; Noreast, mise à pied de 100 employés pour deux semaines; à l'usine Fib-Pak, à Hawkesbury, une mise à pied de 18 employés en novembre à cause d'une baisse du marché; *Amoco Fabrics*, monsieur le Président, 16 employés mis à pied: raison invoquée, restructuration. Il y a aussi *Dominion Textiles*, paru dans un article du journal *Le Droit*, où on a mis à pied 86 employés et cela se passait le 17 janvier 1992.

J'ai ici un texte qui parle du fait qu'au mois de décembre, le taux de chômage dans le comté de Prescott était de 15 p. 100.

[Traduction]

Voici un titre tiré de l'édition du 28 décembre 1991 du *Standard Freeholder*, de Cornwall: «Les demandes de prestations d'assurance-chômage atteignent presque un niveau record».

Voici un autre titre. Celui-ci s'adresse au gouvernement d'en face, qui pense que les choses s'améliorent tellement. J'aimerais bien que ce soit vrai, mais ce n'est certainement pas le cas actuellement, du moins pas dans ma circonscription. «Un comité multipartite se fait dire que l'est de l'Ontario a besoin d'aide en matière d'emplois». C'était le 28 août 1991. Si nous avions besoin d'aide à cette époque, vous pouvez imaginer quelle est la situation maintenant.